

Taiwan à l'heure de la campagne présidentielle

*Barthélémy COURMONT**

La jeune et très active démocratie taiwanaise se prépare à désigner à nouveau un Président de la République. Prévues pour mars 2008, cette élection sera la quatrième de l'île au suffrage universel direct depuis sa démocratisation, après la victoire de Lee Teng-hui en 1996, et les deux victoires successives de Chen Shui-bian, en 2000 et en 2004. Le président actuel, qui terminera son second mandat, ne pourra pas se représenter.

Rappelons ici que la dernière élection présidentielle, au printemps 2004, s'est déroulée dans un climat politique très agité. La veille du scrutin du 20 mars 2004, le président et la vice-présidente ont été victimes d'un attentat controversé, dont ils sont sortis légèrement blessés. De plus, les résultats étaient très serrés (50,1% pour Chen Shui-bian contre 49,9% pour Lien Chan, du Kuomintang), provoquant d'importantes manifestations organisées par le Kuomintang, le grand perdant des élections, accusant Chen Shui-bian d'avoir organisé lui-même l'attentat dont il a été victime afin de remporter les élections avec des votes de sympathie. Le 20 mai 2004, il a été réélu officiellement après un recomptage de tous les bulletins de vote. Depuis, le Kuomintang a pris sa revanche en remportant haut la main les élections régionales du 3 décembre 2005, ayant pour effet d'isoler le gouvernement.

Les événements se sont accélérés au cours des dernières semaines, avec ce que nous pourrions qualifier de véritable début de campagne électorale, à près d'un an du scrutin, ce qui est extrêmement tôt dans une démocratie où les campagnes sont généralement, comme au Japon, plutôt de courte durée. Ces mouvements rappellent l'instabilité des relations avec la Chine, mais également interpellent Washington, arbitre incontournable, mais qui ferait bien l'économie d'une nouvelle tension dans le détroit.

UNE MULTIPLICATION DES CANDIDATS

A un peu moins d'un an du scrutin, il est difficile, voire impossible, d'anticiper sur les futurs candidats, tant les prétendants sont nombreux. Du côté du Parti Démocrate Progressiste (DPP) du président Chen Shui-bian, les candidats se bousculent, et mettent en avant leur crédibilité. Le premier ministre Su Tseng-chang, l'ancien premier Frank Hsieh, le président du DPP Yu Shyi-kun et la vice-présidente Annette Lu sont les quatre candidats autoproclamés au sein du parti. Refusant de se

* Docteur en Sciences-politiques, chercheur à l'IRIS, et responsable du bureau IRIS à Taiwan. Peut être contacté à l'adresse suivante : courmont@iris-france.org

prononcer à ce stade pour l'un ou l'autre des candidats, le Président taiwanais arbitre les débats et s'efforce, non sans difficulté, de rassembler les troupes. Force est de constater que ces quatre candidats sont de véritables poids-lourds du DPP, et qu'une trop grande cacophonie pourrait avoir des effets négatifs sur l'image du parti.

De l'autre côté de l'échiquier politique, l'ancien maire de Taipei Ma Ying-jeou a, comme il l'avait annoncé, démissionné du poste de président du Kuomintang le 13 février 2007, au lendemain de son inculpation pour détournement de fonds publics. Les procureurs affirment que Ma Ying-jeou aurait détourné sur un compte personnel 11 millions de dollars taiwanais (environ 250.000 euros) de fonds d'allocations spéciales lorsqu'il était maire de Taipei. Son procès a débuté le 3 avril 2007, et pourrait s'éterniser, certains observateurs estimant même qu'il ne sera peut-être pas réglé d'ici l'élection, exposant ainsi une éventuelle candidature de Ma Ying-jeou à de vives critiques de ces détracteurs. Il faut en effet rappeler que, quand il était ministre de la Justice, Ma Ying-jeou s'était fait le champion de la lutte anti-corruption (problème touchant à la fois le Kuomintang et le DPP), et de nombreux électeurs voyaient en lui un candidat aux mains propres. Afin de marquer des points supplémentaires sur ce point, il avait promis de démissionner de ses fonctions de président du Kuomintang en cas d'inculpation pour corruption. De nombreux observateurs estiment ainsi qu'il s'est fait piéger par ses propres promesses, et que la voie vers la présidence, qui lui semblait presque acquise, est désormais semée d'obstacles.

Consécutivement aux problèmes rencontrés par son champion, les tensions sont assez nettes au sein du Kuomintang. Le président du Parlement, Wang Jin-Pyng, a ainsi déclaré le 2 avril 2007 qu'il ne participerait pas aux primaires du Kuomintang pour les prochaines élections présidentielles. Wang Jin-pyng, un des poids-lourds du Kuomintang, a justifié sa décision en dénonçant que les règles du parti pour les élections primaires étaient inégales à son encontre. Il a ainsi précisé que : « *Demain commencera le dépôt de candidature pour les primaires du Kuomintang. Mais les règles du parti pour les élections primaires ont été conçues de façon à favoriser un certain individu. Pour moi, ce ne sera pas fair-play. Je préfère porter l'oreille à la voix populaire pour trouver une force qui puisse aller droit au cœur du peuple. Donc, je ne vais pas m'inscrire aux primaires* ». Il faisait référence à Ma Ying-jeou, qui reste de très loin le candidat préféré des électeurs du Kuomintang, mais que certains cadres du parti dénoncent comme étant privilégié par l'appareil du Kuomintang.

Sans s'exprimer de façon précise sur ses ambitions, Lien Chan est pour sa part revenu sur le devant de la scène avec les problèmes juridiques de Ma Ying-jeou, mais également en raison de l'annonce de son futur déplacement en Chine continentale, prévu pour mai 2007. L'ancien vice-président, et candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, reste l'une des personnalités les plus importantes du Kuomintang. Si Ma Ying-jeou est souvent présenté comme la « machine à gagner » du parti, Lien Chan en est l'un des cadres les plus estimés.

Devant la nécessité de rétablir l'ordre afin d'éviter une nouvelle désillusion, le parti s'est cependant trouvé un nouveau leader. Le 7 avril 2007, consécutivement à la démission de Ma Ying-jeou, les membres du Kuomintang ont désigné un nouveau président. Depuis le départ de Ma mi-février, l'intérim était notamment assuré par Wu Bo-xiong. Il était lui-même candidat à cette élection, en lice avec la députée Hong Xiu-zhu, et remporta haut la main le scrutin. Soucieux de rassembler les forces de la principale force politique de Taiwan, il a déclaré après l'annonce des résultats : *« Madame la députée Hong est une bonne amie et ma meilleure collègue. Nous continuerons à combattre ensemble pour le parti. Le parti a un grand besoin de talents comme la députée Hong. Les élections internes sont un des mécanismes démocratiques. La compétition est maintenant terminée. J'espère donc que tout le monde nous accordera la reconnaissance à parts égales »*. Un total de 337.000 membres du Kuomintang, à Taiwan et à l'étranger, étaient autorisés à voter. Le taux de participation a été de 53%. Parmi les 180.000 suffrages exprimés, Wu Bo-xiong a obtenu 156.499 voix et Hong Xiu-zhu 23.447. Le mandat du nouveau président du Kuomintang se terminera en août 2009 lors du 18ème congrès national du parti, ce qui fait de Wu, en sa qualité de Président du parti, un candidat potentiel à l'élection présidentielle. Toutefois, il ne semble pas intéressé par ce poste, et continue de soutenir très activement la candidature de Ma Ying-jeou. En désignant Wu à sa tête, le Kuomintang semble ainsi jouer la carte de l'apaisement afin d'arbitrer les luttes internes et une éventuelle multiplication des candidats. Il n'est cependant pas certain que cela suffise. La victoire de Wu est ainsi perçue comme un plébiscite en faveur de Ma, ce qui ne fait que reporter le problème épineux de la désignation d'un candidat du Kuomintang pour l'élection présidentielle.

La route est encore longue d'ici la désignation des candidats pour chacun des deux partis, et encore plus d'ici la présidentielle. Tout reste possible, et si la victoire de Ma Ying-jeou semblait il y a encore quelques mois presque une formalité, on s'interroge aujourd'hui sur la possibilité pour l'ancien maire de Taipei d'être candidat ! Le DPP a retrouvé des couleurs, après une année 2006 catastrophique, en particulier pour le président Chen Shui-bian et son entourage (mais également en raison de la difficulté pour le gouvernement à imposer sa politique consécutivement à la défaite des élections régionales de décembre 2005). Cela s'explique bien entendu par le piège politique dans lequel est tombé Ma Ying-jeou, mais également en raison d'une crispation pour le moins inquiétante de la société taiwanaise, qui semble plus que jamais s'interroger sur son identité.

ENTRE DEVOIR DE MEMOIRE ET FRACTURES DANS LA SOCIETE

Rarement, depuis les manifestations qui avaient suivi la réélection de Chen Shui-bian en 2004, la tension a été aussi vive entre les différentes factions politiques à Taiwan. Au cœur des crispations, la question de la désinisation et le cas de l'ancien dirigeant Chang Kai-shek, que certains continuent d'honorer et que d'autres qualifient

de dictateur¹. Le fait de s'interroger sur la nature du régime de l'ancien Président taiwanais est totalement légitime. Il s'agirait même de ce que nous pourrions qualifier de maturité d'une jeune démocratie capable de se tourner vers son passé avec sérénité. Le problème est qu'à ce nécessaire devoir de mémoire vient se superposer une forte dose d'idéologie, dont les fondements ne sont pas en soi critiquables, mais qui a pour effet de diviser très nettement la société taiwanaise.

C'est ainsi le vieux débat qui oppose les Taiwanais se revendiquant comme « de souche » (les aborigènes plus les premiers immigrants chinois, de la province du Fujian) et les « Chinois », arrivés en masse après 1949, qui se trouve une fois de plus au centre de la vie politique taiwanaise. Preuve que la question identitaire est plus que jamais cruciale dans la petite île. Dans les années 1990, les Taiwanais ont manifesté un désir de plus en plus marqué, et légitime, de mettre en avant leur identité taiwanaise, celle-ci dépassant même les références à l'identité chinoise, jusqu'alors nettement majoritaire. Cela ne suppose pas pour autant que la majorité des Taiwanais rejettent leur identité chinoise, mais qu'ils placent leur attachement à Taiwan au-dessus de toute autre considération. Il s'agit là d'une évolution majeure de la société taiwanaise, véritable maturité d'une nation qui a pris conscience de son existence, et dont l'alternance politique de 2000 fut le signe de cet « âge de raison ». Toutefois, il serait très dangereux de considérer que les Taiwanais souhaitent aujourd'hui tourner le dos à leur héritage culturel, en grande partie issu de la Chine continentale. Si de nombreux Taiwanais, y compris au sein du Kuomintang, se définissent comme Taiwanais et non Chinois en exil, cela ne signifie en rien qu'ils adhèrent à une politique de désinisation, qui marquerait une véritable rupture avec la Chine continentale. D'ailleurs, la grande majorité de l'opinion publique reste favorable à un *statu quo*, et donc au maintien du principe « une Chine, deux systèmes ».

Récemment, le premier ministre Su Tseng-chang a proposé de débaptiser l'aéroport international de Taipei et plusieurs autres lieux portant le nom de l'ancien dictateur. Par ailleurs, le gouvernement a adopté en janvier 2007 une résolution qui demande au musée du Palais national de Taiwan de modifier les étiquettes de tous les objets exposés pour effacer leurs liens avec la partie continentale de la Chine. Ces symboles sont très forts à Taiwan, et dépassent très largement les références à Chang Kai-shek, pour cibler les références « chinoises » de Taiwan. A cela vient s'ajouter la campagne de déboulonnage des statues de l'ancien dictateur, et en particulier la plus massive d'entre-elle, mesurant pas moins de huit mètres de haut, à Kaoshiung. Les opposants au gouvernement n'hésitèrent pas à qualifier ces gestes de « révolution culturelle », en référence à la tentative de la Chine continentale d'effacer toute référence au passé à la fin des années 1960². Du côté du DPP, on continue de s'appuyer sur les événements du 28 février 1947, dont fut récemment célébré le sixantième anniversaire³.

¹ Nous retiendrons ici l'appellation « dictateur », sans aucun parti-pris, mais simplement en référence au fait que Chang Kai-shek n'a jamais été élu, et n'a jamais autorisé d'élections libres à Taiwan sous sa présidence, de 1949 à 1975.

² Sur ce point, lire Joe Hung, "Is it a 'Cultural Revolution'", *The China Post*, 26 mars 2007.

³ Lire Chen Tsui-lien, "Grasping the Antagonism over 228", *Taipei Times*, 9 mars 2007.

Chang Pin-kung, alors président par intérim du Kuomintang, a organisé une manifestation le 31 mars 2007 pour dénoncer ce qu'il estime être une tentative de « désinisation » de la société taiwanaise. Pour les organisateurs il s'agissait de protester contre les agissements du gouvernement qui procède d'une manière autoritaire à des changements qui touchent à la mémoire même de tous les Taiwanais. Ainsi, le Kuomintang entend s'opposer à la campagne de rectification des appellations des entreprises publiques et l'éradication des souvenirs ayant trait à Chang Kai-shek. *« Nous avons vu le Parti Démocrate Progressiste déboulonner des statues et entamer sa campagne de rectification des appellations. Il y a un véritable sentiment d'impuissance, on a l'impression que l'on ne peut rien faire contre ce gouvernement barbare. Nous espérons donc que l'ensemble de la population puisse surmonter ce sentiment d'impuissance, que cette population se mette debout et qu'elle fasse entendre sa voix »*, a ainsi déclaré Yang Du, responsable de la communication du Kuomintang. Le parti d'opposition accuse le DPP d'instrumentaliser les divergences existant au sein de la société taiwanaise à des fins électorales. En brandissant la question de la désinisation, et provoquant ainsi un gigantesque débat sur l'identité taiwanaise, le gouvernement laisse ainsi de côté des dossiers tels que la corruption ou l'économie, dont les chiffres indiquent une réelle fragilité de l'île.

Mais les divisions restent également importantes sur ce thème au sein de l'opposition. Le 10 mars 2007, le Kuomintang excluait ainsi du parti le ministre de la Défense, l'Amiral Lee Jye, qui avait approuvé les mesures anti-Chang Kai-shek prises par le DPP.

Le Président taiwanais a pour sa part souligné la détermination du DPP à poursuivre le remaniement constitutionnel et la nécessité pour Taiwan d'adopter une nouvelle Constitution. Chen Shui-bian a ainsi déclaré le 17 mars 2007 lors d'une rencontre avec des universitaires américains, japonais et allemands, venus à Taiwan pour assister aujourd'hui à un séminaire sur l'évolution et le remaniement constitutionnels : *« Afin d'améliorer la compétitivité de Taiwan, de renforcer la bonne gestion du gouvernement, de créer un consensus chez les citoyens sur l'identité nationale et de réaliser le concept de base d'édification d'un pays sur les droits de l'homme, Taiwan a besoin d'une nouvelle constitution, pratique, adaptée à son temps et à son peuple. Pour que Taiwan continue d'être un pays libre et démocratique, un pays normal jouissant pleinement de sa souveraineté, il doit poursuivre activement et avec détermination cet objectif. C'est aussi un droit fondamental des 23 millions de Taiwanais qui ne doit pas être limité ou négligé »*. Le projet de nouvelle constitution, dont il est difficile de savoir s'il s'agit d'une promesse électorale ou d'un débat majeur et nécessaire, est ainsi étroitement lié à la question de l'identité nationale. Un nouveau texte remplaçant celui de 1947 ne répondrait cependant pas à la question sensible de l'identité, des racines que revendiquent les Taiwanais (qu'ils soient originaires du continent ou de l'île), et se présente donc plus comme une politisation d'un débat sociétal que comme une réponse à un problème de fond.

Les désaccords politiques sur l'identité nationale et le regard sur le passé ont des effets fâcheux sur la société taiwanaise, en proie aux divisions et à des excès aussi déplacés qu'inhabituels. La veille de l'élection du nouveau président du Kuomintang, dans la nuit du 6 au 7 avril 2007, une ancienne résidence de Chang Kai-shek (appelée *Cao Shan Xing Guan*) a brûlé dans le parc national Yangmingshan, juste au nord de Taipei. Le maire de Taipei, Hau Long-bin (Kuomintang), s'est rendu dès le lendemain matin sur les lieux et a déploré la disparition d'une partie de ce vestige historique⁴. Il a déclaré : « *Les vestiges historiques ne sont pas à blâmer. Ce sont plutôt tous les personnages historiques ou politiques qui peuvent être critiqués. Nous ne devons donc pas se servir des vestiges ou documents historiques comme outils de critique contre les personnages historiques ou politiques. Quelque soit sa position politique, tout le monde doit s'efforcer de protéger les vestiges du passé. Nous allons renforcer la surveillance de la résidence de l'ancien président Chang Kai-shek à Shilin et du Mémorial de Chang Kai-shek. Il faut absolument éviter que des incidents de ce genre se reproduisent à l'avenir* ».

Les liens entre cet événement et la campagne très critiquée menée par le gouvernement en faveur de l'éradication des lieux publics commémorant la mémoire de Chang Kai-shek ont rapidement été établis, et la thèse de l'incendie criminel a été confirmée. Le DPP (ou plus exactement certains de ses sympathisants, ce qui n'est pas la même chose) est donc directement visé quant aux causes de l'incendie. Lin Zhong-mo, député du DPP, est intervenu sur les causes de l'évènement, et a déclaré que « *les causes de l'incendie étant toujours indéterminées, il ne faut pas porter des conclusions hâtives* ». En fait, il ne fallut que quelques jours pour les enquêteurs avant de conclure qu'il s'agissait effectivement d'un acte criminel⁵. Pour sa part, le Bureau des Affaires culturelles de la mairie de Taipei a déclaré qu'il ne serait pas difficile de remettre en état l'ancienne résidence. En effet, tous les objets détruits qui étaient exposés dans la maison convertie en musée étaient des copies. Mais les symboles sont forts, et dans une île où le taux de délinquance reste très faible, un tel événement est un indicateur des tensions très vives sur fond de divergences politiques, voire même culturelles. Notons ici que les deux grands partis cherchent chacun de leur côté à instrumentaliser les troubles à des fins électorales, en se renvoyant la balle sur les responsabilités de la fracture inquiétante dans la société taiwanaise.

LA QUESTION CHINOISE AU CENTRE DES DEBATS

Comme toujours, la question de la relation avec la Chine continentale est au cœur de la campagne électorale taiwanaise. Si nous pouvons considérer que Taiwan fait preuve de maturité politique sur la question de son identité (même si cela conduit

⁴ C'est notamment dans cette maison que Chang Kai-shek avait reçu le général McArthur pendant la guerre de Corée, au début des années 1950.

⁵ Plus exactement, ce sont les pompiers de la ville de Taipei qui confirmèrent, quelques jours après l'incendie, qu'il ne pouvait s'agir d'un accident.

à des débordements fâcheux), en ayant le mérite de poser des questions de fond, l'attitude vis-à-vis de la Chine continentale relève en revanche d'un certain amateurisme, que nous pourrions qualifier d'adolescence d'une démocrate légitime, mais encore peu au fait de la *realpolitik*. Constat sévère, mais qui doit interpeller les Taiwanais sur la nécessité, dans leur différend avec Pékin, de prendre en compte l'évolution du contexte international, et ne plus exclusivement se reposer sur des questions de légitimité. A cet égard, notons que la tentative répétée à de multiples reprises d'obtenir la reconnaissance des Nations Unies, pour le moins légitime (car elle répond aux exigences de la déclaration universelle des droits de l'Homme, qui invitent l'organisation internationale à ne pas tourner le dos à 23 millions de personnes), si elle semble inévitablement vouée à l'échec, ne sert en aucune manière la diplomatie taiwanaise.

Face à la stratégie des « trois guerres » de Pékin, le président Chen Shui-bian a appelé le 15 mars 2007, lors de la cérémonie de décoration de Chen Guo-hsiang, le chef du Bureau de la guerre politique dépendant du Ministère de la défense, les troupes taiwanaises à développer des moyens efficaces de défense. Il a notamment fait référence à la nécessité pour la population taiwanaise de développer un « esprit de défense » dont l'existence est, selon lui, un élément fondamental et complémentaire de la posture défensive de Taiwan : « *Face à l'attaque sur tous les fronts que développe notre ennemi, soit une guerre d'opinion publique, une guerre psychologique et une guerre juridique, face à cette stratégie des trois guerres et à la menace qu'elle représente, nous devons être très méticuleux dans le développement de moyens de défense efficaces. Nous devons activement renforcer la combativité de nos officiers à tous les niveaux et nous fondant sur des armes performantes pour dissuader l'ennemi et prévenir l'occurrence possible d'une guerre* ». La veille, Cheng Wen-tsang, porte parole du gouvernement⁶ avait déclaré que la Chine n'a cessé d'augmenter sa capacité d'armement durant les deux dernières années. Il est vrai que Pékin a encore récemment rappelé, à l'occasion de l'annonce de son nouveau budget de défense, la nécessité de renforcer les capacités militaires, et a même cité la question taiwanaise.

Du côté du Kuomintang, on joue la carte du rapprochement, qui a été couronnée de succès en 2005. Après un déplacement qualifié par son parti, et par Pékin, d'historique en mai 2005 de l'autre côté du détroit, Lien Chan (président honoraire du Kuomintang) devrait à nouveau rencontrer Hu Jintao en mai 2007. Au programme des discussions, portant sur la paix entre les deux rives du détroit, l'adoption d'une déclaration conjointe sur les mesures que les deux rivaux devraient adopter afin de favoriser le dialogue. Mettant en garde le parti nationaliste contre un accord avec Pékin, Joseph Wu, alors président du *Mainland Affairs Council*⁷, a

⁶ Elle a depuis démissionné, et a été remplacé le 11 avril 2007 par Chen Mei-ling, ancienne secrétaire adjointe du gouvernement.

⁷ il a été nommé, le 20 mars 2007, représentant de Taiwan aux Etats-Unis, et remplacé au *Mainland Affairs Council* par le professeur de sciences politiques à l'université nationale de Taiwan Chen Ming-tong. A noter que ce dernier fait partie d'un groupe d'experts chargé par Chen Shui-bian de travailler à la rédaction d'une nouvelle Constitution, que de nombreux observateurs estiment nécessaire, afin de

rappelé le 12 mars 2007 que le Kuomintang n'est pas habilité pour signer un tel document à la place du gouvernement. Cela est effectivement le cas, mais le parti d'opposition argue de son côté qu'il est désormais la principale force politique du pays, et que les dirigeants chinois ne recevraient de toute façon jamais Chen Shui-bian.

En mai 2005, le Lien Chan et Hu Jintao avaient déjà signé un texte, qui soulignait la volonté des deux partis de favoriser une ouverture plus large du commerce entre Taiwan et la République Populaire de Chine, la signature d'un accord de paix, le retrait des frais de douanes, les libres échanges de biens et de personnes entre les deux parties du détroit, la création de liens entre les armées et l'entrée de Taiwan dans certaines organisations internationales, telles que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Il se fondait aussi sur le retour au Consensus de 1992⁸, qui veut que les deux bords du détroit adhèrent au principe d'« une seule Chine ». Par ailleurs, dans ces accords, le Kuomintang et son allié de la « coalition bleue » le Qinmindang s'engageaient à surveiller les agissement du président taiwanais « *pour le bien du peuple* ».

Selon un article paru récemment dans le quotidien *China Times* (plutôt pro-Kuomintang), Wang Jin-pyng s'apprêterait à rencontrer Hu Jintao et à discuter de l'ouverture d'échanges commerciaux et financier et de la mise en place de vols directs de marchandises entre les deux rives du détroit. Joseph Wu a sur ce point expliqué que « *Dans son processus de préparation du voyage, Wang Jin-pyng a toujours été en contact avec nous. Nous sommes en liaison avec toutes les instances concernées et donc toutes ces instances sont prêtes à lui apporter l'aide nécessaire en cas de besoin* ». Le Premier ministre Su Tseng-chang a également souhaité que les projets de Wang Jin-pyng se concrétisent. Cette visite serait ainsi une réponse à celle de Lien Chan, et une démonstration de la part du DPP qu'il est également ouvert au dialogue avec Pékin, et même à soutenir le déplacement d'un membre de l'opposition.

Rappelons ici que de tous les candidats du DPP à la désignation pour les élections présidentielles, Su Tseng-chang est généralement considéré comme étant le plus réservé vis-à-vis de Pékin. Il accepte le *statu quo* par défaut, et se montre favorable au développement des relations économiques. Yu Shyi-kun et Annette Lu sont en revanche des indépendantistes plus engagés, qualifiés de « vert foncés », en

rendre les relations entre l'Exécutif et le Législatif plus claires, et éviter ainsi un gouvernement parfois inefficace de Taiwan. Sur cette question, nous renvoyons à la lecture de Jean-Pierre Cabestan, *Le système politique de Taiwan, Que sais-je ?* n° 1809, PUF, 1999, et Robert Henderson, "Constitution Must be Overhauled", *Taiwan Journal*, 16 mars 2007.

⁸ Le *consensus de 1992* résulte d'une rencontre en novembre 1992 à Hong-Kong entre une association de Chine continentale militant pour les relations entre les deux rives du détroit (ARATS, *Association for Relations Across the Taiwan Straits*) et une fondation taiwanaise (SEF, *Straits Exchange Foundation*). Elles étaient autorisées par leur gouvernement respectifs à négocier des solutions aux problèmes posés par l'augmentation des échanges entre les deux rives. Ce consensus, dénoncé par le DPP (notamment en raison de l'absence de tout document officiel), fut invoqué par Lien Chan lors de sa visite en Chine continentale.

référence à la couleur du DPP (le vert, les vert foncés étant par conséquent les plus radicaux).

Toutefois, La vice-présidente taiwanaise sait également se montrer pragmatique. Le quotidien italien *Corriere della Sera* a publié le 29 mars 2007 dans son édition électronique un entretien dans lequel elle a rappelé que Taiwan est un pays indépendant qui possède un gouvernement, un territoire, une armée et une police, et que l'île n'est donc en rien liée à la Chine. Selon Annette Lu, c'est la raison pour laquelle, il n'est nul besoin pour Taiwan de proclamer son indépendance officielle, l'île bénéficiant d'une indépendance de fait. La Vice-présidente a cependant expliqué qu'il n'est pas besoin d'épiloguer avec la Chine sur ce thème, mais que cela ne signifie pas pour Taiwan, renoncer ni à la liberté, ni à la démocratie. Cette approche pragmatique est généralement bien reçue dans la société taiwanaise, y compris dans les rangs du Kuomintang, mais elle rassure également les partenaires étrangers de Taiwan, au premier rang desquels les Etats-Unis. Pour Annette Lu, Taiwan doit vivre en bon voisinage avec la Chine, et que des échanges économiques existent d'ailleurs entre les deux pays. Actuellement, un million d'hommes d'affaires taiwanais travaillent en Chine et c'est en Chine que les investissements taiwanais sont les plus nombreux, puisqu'ils représentent plus de 60 milliards de dollars taiwanais soit près de 2 milliards de dollars américains.

De son côté, Pékin continue d'ignorer le DPP, et mise plus que jamais sur une victoire du Kuomintang en 2008. A la « désinisation » du gouvernement taiwanais évoquée précédemment s'opposerait ainsi une « diabolisation du DPP » par Pékin, qui n'hésite pas désormais à sortir le tapis rouge pour son ennemi historique. Il est ainsi intéressant de noter que la Chine pratique désormais une politique de deux poids, deux mesures avec Taiwan, radicalisant sa position devant le risque d'une déclaration d'indépendance d'une part, et laissant ouverte la porte à toutes négociations de l'autre, y compris aux échelons les plus élevés du pouvoir, en cas de victoire du Kuomintang. Cette stratégie n'est pas sans arrière pensée. En rendant le DPP responsable de la dégradation des relations inter-détroit, Pékin s'auto exempt de tout reproche, et parvient même à crédibiliser sa position aux yeux de Washington. Les Etats-Unis reconnaissent ainsi désormais que la Chine n'est pas braquée contre Taiwan, mais contre son gouvernement actuel. Il s'agit d'une victoire diplomatique indiscutable pour Pékin. Mais la Chine ne se contente plus de regarder vers Washington, malgré le rôle d'arbitre incontournable (comme nous le verrons plus loin) des Etats-Unis dans la question du détroit. Lors de la visite historique du Premier ministre chinois Wen Jiaobao au Japon en avril 2007, et en particulier à l'occasion du discours devant la Diète (le parlement) à Tokyo le 12 avril 2007, où pour la première fois depuis 22 ans un dirigeant chinois était reçu, Pékin réaffirma l'importance de la question taiwanaise, et invita le Japon à avoir une attitude constructive, et conforme aux trois accords sino-japonais, le Traité d'établissement des relations diplomatiques du 29 septembre 1972, le Traité de paix et d'amitié du 12 août 1978 et la déclaration conjointe du 26 novembre 1998.

Sur le plan sécuritaire, la tension reste cependant très vive entre les deux rives du détroit. L'adoption de la loi antisécession en 2005⁹, et les multiples réaffirmations de Pékin concernant une possible confrontation militaire dans le cas d'une déclaration d'indépendance de l'île sont perçues par le DPP comme une véritable intrusion dans les affaires de politique intérieure de Taiwan. A l'occasion de l'officialisation de l'augmentation du budget de défense chinois début mars 2007, Jiang Enzhu, porte-parole du Congrès national du peuple, s'est exprimé au sujet de Taiwan, rappelant que Pékin ne tolérerait aucune velléité de sécession de l'île et ne permettrait à personne d'aider Taiwan dans ce sens. Réagissant à l'annonce de Pékin, Taiwan a aussitôt sonné l'alarme. « *Les chiffres illustrent la menace grandissante de la Chine sur Taiwan* », a dénoncé Liu Teh-hsun, porte-parole du *Mainland Affairs Council*.

Paradoxe d'une situation qui semble figée entre deux rivaux qui s'observent, les relations sont en revanche au beau fixe en ce qui concerne les échanges commerciaux. Rappelons que le commerce entre les deux rives du détroit représente près de 70 milliard de dollars, et la Chine est désormais le 3^{ème} client des exportations de Taiwan. Cela pousse les gouvernements des deux rives à aplanir leurs différents politiques. En mars 2007, les exportations et les importations taiwanaises ont même augmenté respectivement de 10,4 % et de 8,5%, en grande partie grâce aux échanges inter-détroit. « *Ce qui est à noter, c'est la part de l'exportation vers la Chine et Hongkong sur l'ensemble des exportations taiwanaises. Selon les chiffres du mois de mars, la part de l'exportation taiwanaise vers la Chine et Hong Kong était de 41,6%* » a ainsi déclaré Li Li-xue, directrice des statistiques du Ministère des finances. Sur ce point, une fois n'est pas coutume, le DPP et le Kuomintang n'ont pas de divergence profonde, même si chacun se sert de ces chiffres positifs pour en conclure que c'est grâce à sa vision des relations inter-détroit.

WASHINGTON : UN ARBITRE MEFIANT

Washington continue de suivre de près la situation sécuritaire dans le détroit. En référence à la fois à la question taiwanaise et au manque de transparence des capacités militaires chinoises, la Maison-Blanche s'est dite inquiète de la forte augmentation des dépenses militaires, la jugeant en contradiction avec la politique pacifique proclamée par Pékin. « *Ce genre de dépenses n'inquiète pas que nous, il suscite aussi l'inquiétude parmi les voisins de la Chine. Cela contredit la politique chinoise de développement pacifique* », a ainsi déclaré Gordon Johndroe, porte-parole

⁹ La loi antisécession fut adoptée le 14 mars 2005 par le parlement de la République populaire de Chine pour pallier la possible déclaration d'indépendance de Taiwan. Elle fut votée par 2.896 voix et 2 abstentions. Elle insiste sur l'unification pacifique de la Chine (Articles 2 et 5), introduit l'interprétation du problème de Taiwan par la République populaire de Chine comme antagonisme issu de la guerre civile de 1946-1949 (Articles 3 et 4); énonce les démarches à entreprendre par le Gouvernement de Pékin (Article 6) et le principe de négociations pacifiques et égales (Article 7) ; et définit juridiquement les trois conditions sous lesquelles l'emploi de la force militaire est envisageable. Cette loi fut rejetée par Taiwan, n'ayant pas été adoptée après consultation du peuple taiwanais, et une série de manifestations fut organisée le 26 mars 2005 pour la dénoncer.

de la Maison-Blanche. En visite à Pékin en février 2007, le secrétaire d'Etat adjoint américain John Negroponte a pour sa part déclaré que son pays souhaitait mieux comprendre « *ce que la Chine a en tête en ce qui concerne la modernisation de son armée, quelles doctrines sous-tendent cette initiative et quelles sont ses intentions* », dépassant ainsi la simple question du budget, et plaçant Pékin devant ses responsabilités politiques. Ces positions ont toutefois été modérées par le secrétaire à la Défense Robert Gates, qui a rappelé en mars 2007 que la Chine n'est pas un adversaire des Etats-Unis, et que l'attention dont Pékin fait l'objet à Washington ne doit pas forcément signifier une méfiance vis-à-vis de l'émergence de la Chine. Ces propos apaisants contrastent avec l'inquiétude de nombreux observateurs du Pentagone¹⁰ – qui notent que le budget de défense chinois serait même nettement supérieur aux chiffres officiels, et atteindrait entre 80 et 115 milliards de dollars – et traduisent les difficultés à déchiffrer les intentions de la Chine à Washington.

Reste le cas des Démocrates. Depuis la victoire éclatante du parti de l'âne aux élections mi-mandat de novembre 2006, la nouvelle majorité au Congrès s'est engagée dans un véritable bras de fer avec le président George W. Bush sur la question du financement de la guerre en Irak, et le calendrier d'un retrait des troupes. Les autres dossiers internationaux semblent ainsi quelque peu écartés, et une attitude pragmatique se dégage sur la stratégie à adopter vis-à-vis des Etats voyous, des crises sécuritaires, et de la relation avec les alliés¹¹. Ainsi, la Chine n'est pas perçue par les Démocrates comme un compétiteur stratégique, et encore moins comme une menace sécuritaire. Toutefois, il est important de rappeler qu'à l'inverse des Républicains, les Démocrates se sont faits les champions des critiques à l'égard de Pékin sur la démocratisation du régime¹². Il est ainsi intéressant de noter que la Chine n'avait pas de raison particulière de se réjouir du retour au Congrès des Démocrates en novembre 2006. D'ailleurs, sur le terrain de la démocratisation, les critiques se font désormais plus pressantes sur la colline du Capitole. A cela viennent s'ajouter les différends commerciaux entre les deux pays, et les plaintes déposées par les Etats-Unis à l'OMC sont mal perçues en Chine, et qualifiées de protectionnistes.

Nancy Pelosi, la présidente de la Chambre des représentants, est très ferme sur la question de la démocratie en Chine continentale, le californien Tom Lantos est un admirateur du Dalaï-Lama, et Joseph Biden, président de la Commission des Affaires internationales du Sénat, est un opposant farouche au dumping social que pratique selon lui la Chine. Mais c'est surtout le sénateur Harry Reid (Nevada), nouveau chef

¹⁰ Mais également celles du prédécesseur de Robert Gates à la tête du Département de la Défense, Donald Rumsfeld, et du vice-président Dick Cheney, sans faire mention des *think tanks* conservateurs, généralement très méfiants à l'égard de la Chine.

¹¹ Sur ces questions, nous renvoyons à la lecture de l'ouvrage de Barthélémy Courmont (dir.), *Washington et les Etats voyous : une stratégie plurielle ?*, Paris, Dalloz, 2007.

¹² On se souvient notamment des visites de Bill Clinton en Chine, quand il était président des Etats-Unis, et de ses remarques peu appréciées par Pékin. A l'inverse, l'administration Bush avait volontairement, dans le cadre de sa guerre contre le terrorisme, laissé de côté les critiques du régime chinois concernant la question de la démocratisation, ce qui ne l'empêcha pas de porter un regard sévère sur les activités de la Chine dans le secteur de la défense.

de la majorité démocrate, qui est un fervent défenseur de la démocratie taiwanaise, et n'a jamais caché sa sympathie à l'égard de Chen Shui-bian¹³. S'il serait exagéré de voir en Reid un allié de poids pour le Président taiwanais, il est en revanche indiscutable que la nouvelle majorité au Congrès pourrait se montrer beaucoup plus critique de la Chine sur la question de la démocratie que l'administration Bush.

Ces positionnements confirment également la non pertinence d'un clivage Démocrates-Républicains sur la question de la démocratisation. On se souvient ainsi que consécutivement à l'élection de George W. Bush à la présidence, Chen Shui-bian avait été particulièrement bien accueilli par la nouvelle équipe dirigeante américaine, méfiante à l'égard de Pékin, et sensible aux discours du Président taiwanais sur la démocratie. Les néoconservateurs avaient ainsi vu dans Chen Shui-bian leur champion dans la région. Les choses ont bien changé depuis, notamment en raison des exigences de l'agenda international de Washington. Si les néoconservateurs et leurs alliés de la droite conservatrice américaine continuent de critiquer la politique d'une Chine et de soutenir Chen Shui-bian¹⁴, l'administration Bush se montre nettement plus mesurée, et fait ainsi le dos rond¹⁵. Nous pouvons ainsi considérer que sur la relation avec la Chine, les néoconservateurs, aujourd'hui fortement marginalisés, ont une vision plus proche des Démocrates que des Républicains réalistes, qui orchestrent aujourd'hui la politique étrangère de l'Exécutif américain.

Le gouvernement taiwanais a en tout cas compris qu'il lui faut désormais jouer la carte du Congrès, et que la Maison-Blanche n'est plus son allié principal. Autre conséquence, que nous qualifierons de positive, le gouvernement taiwanais s'efforce désormais de ne pas jouer exclusivement la carte du soutien de Washington en cas de déclaration d'indépendance, mais se concentre également sur la pertinence de relations commerciales plus étroites. En recevant à Taipei le 4 avril 2007 une délégation de sénateurs américains, le Président taiwanais a réitéré son souhait de signer un accord de libre échange avec les Etats-Unis. « *Votre pays a déjà conclu des négociations d'accord de libre échange avec la Corée du sud. Nous souhaitons que vous accordiez davantage d'attention à la signature d'un tel accord entre Taiwan et les Etats-Unis. C'est dans l'intérêt économique de nos deux Etats* », a ainsi déclaré Chen Shui-bian. Le Président taiwanais a souligné par ailleurs le fait que Taiwan reste le 8^{ème} partenaire commercial des Etats-Unis. Cependant, compte tenu de la pression chinoise, les négociations s'annoncent difficiles. Washington s'efforce ainsi de jouer les médiateurs, et de plaider en faveur d'un rapprochement entre les deux rives. A l'occasion d'une soirée organisée par la Chambre du commerce américaine de Taiwan le 20 mars 2007, Stephen Young, le représentant américain à Taiwan a formulé les mêmes souhaits que la Chambre du commerce européenne : « *Nous*

¹³ Sur cette question, lire Jean-Jacques Mével, « Le nouveau Congrès américain inquiète le Parti communiste chinois », *Le Figaro*, 20 novembre 2006.

¹⁴ Lire notamment John Tkacik, "If I Were in Your Shoes..." – US Scholar Muses on Perils of Taiwan-PRC Relations", *Taiwan Journal*, 15 septembre 2006. John Tkacik est chercheur à la *Heritage Foundation*, l'un des *think tanks* les plus conservateurs de Washington.

¹⁵ Sur ce sujet, lire Barthélémy Courmont, "President Chen's Lost American Dream", *The China Post*, 18 septembre 2006.

souhaitons voir des progrès rapides en ce qui concerne l'élargissement des vols charters directs entre Taiwan et la Chine et l'ouverture de Taiwan aux touristes chinois. Si Taiwan souhaite prospérer, il faut libéraliser les échanges de personnes, de marchandises et de fonds entre Taiwan et la Chine ». Sur ce point, encore, Washington ne souhaite pas attiser les tensions entre Taipei et Pékin.

En ce qui concerne les questions politiques, le gouvernement taiwanais poursuit ses efforts de séduction à Washington, et s'efforce de défendre sa position contre celle de Pékin. Comme nous l'avons noté précédemment, Joseph Wu va remplacer Lee Ta-wei (David Lee), en poste depuis presque trois ans, au poste de représentant de Taiwan aux Etats-Unis. Wang Hsing-nan, le responsable du groupe parlementaire du DPP, a exprimé sa satisfaction : *« Face à la pression exercée par la Chine, Taiwan doit modifier et adapter sa politique. Les Etats-Unis ne perçoivent pas toujours immédiatement les tenants et aboutissants de la politique de Taiwan. Préserver la dignité et la souveraineté de Taiwan a toujours été la volonté du DPP. Il est nécessaire qu'une personne au fait de la politique du DPP explique aux Américains les pensées du parti »*. Joseph Wu a pour sa part déclaré qu'il se consacrerait pleinement à mieux expliquer aux Etats-Unis la politique taiwanaise inter-détroit. Il est le premier représentant taiwanais aux Etats-Unis issu du DPP. Du côté de l'opposition, certains députés Kuomintang le critiquent pour son manque de formation diplomatique, et s'inquiètent de l'évolution des relations taiwano-sino-américaines. Lee Ta-wei (David Lee), membre du Kuomintang, prend le poste de représentant de Taiwan au Canada (moins prisé que celui aux Etats-Unis).

La tâche de Joseph Wu s'avère délicate. Les Etats-Unis se montrent en effet comme nous l'avons vu de plus en plus méfiants à l'égard de Taiwan, et après une période d'euphorie qui avait suivie l'élection de Chen Shui-bian en 2000 (présenté aux Etats-Unis comme le champion de la démocratie, à un moment où de tels slogans étaient particulièrement porteurs à Washington), le Président taiwanais est parfois même considéré à la Maison-Blanche comme un allié inquiétant. Après la victoire du Kuomintang aux élections régionales de 2005, l'Exécutif américain a même décidé d'ignorer totalement Chen Shui-bian, et d'attendre l'échéance de 2008 pour se positionner sur l'avenir de Taiwan. Cela s'explique tant par l'agenda chargé de la politique étrangère américaine que par le refus de cautionner une déclaration d'indépendance qui ne fait pas les affaires de Washington dans la région.

Le gouvernement taiwanais n'en démord cependant pas, et n'hésite pas à rappeler à Washington ses obligations. A l'occasion du vingt-huitième anniversaire du *Taiwan relations Act* de 1979, Yu Shyi-kun a ainsi appelé les Etats-unis à amender les communiqués sino-américains pour reconnaître la souveraineté indépendante de Taiwan : *« Je demande aux Etats-unis de privilégier le Taiwan Relations Act sur les trois communiqués sino-américains, c'est à dire, le communiqué de Shanghai, le communiqué d'établissement des relations diplomatiques et le communiqué du 17 août 1982. Nous suggérons aux Etats-unis d'amender ce dernier communiqué sur le principe de l'existence parallèle de la Chine et de Taiwan »*. Il a également demandé aux Etats-unis de ne plus forcer Taiwan quant à la perspective d'une déclaration

d'indépendance, qui selon le gouvernement doit relever d'un choix de Taiwan et de sa population¹⁶. Des propos qui ne risquent pas de rassurer ceux qui, à Washington, plaident le *statu quo*, et s'inquiètent d'une déclaration d'indépendance aux conséquences pour le moins incertaines. D'ailleurs, la Secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a répondu à distance le 11 avril 2007 à Yu Shyi-kun, en rappelant que les résultats des élections présidentielles taiwanaises et américaines en 2008 n'auront aucune influence sur la politique américaine dans la région. Les Etats-Unis maintiendront leur politique d'une seule Chine. Elle a également expliqué que les Etats-Unis espèrent que ni la Chine, ni Taiwan ne prendra d'initiative unilatérale qui pourrait remettre en cause le statu quo dans le détroit de Taiwan. Washington reste un arbitre, mais se contente pour le moment d'un match nul, et prend ses distances sans faire de fausse promesse, qui pourraient se retourner contre l'Exécutif américain, à un moment de cohabitation difficile avec un Congrès démocrate. Du côté de Washington, le temps est au pragmatisme en matière de politique étrangère.

¹⁶ Selon un sondage sur la question de savoir si un référendum national devrait être tenu, au cas où Taiwan signerait un accord concernant sa souveraineté avec la Chine, rendu public le 16 mars 2007, 83,2% des personnes interrogées estiment que seuls les Taiwanais sont habilités à se prononcer sur le *statu quo*, contre 6,4% en faveur d'une définition établie en commun par les deux rives. 1,7% pensent que c'est à Pékin de le définir. Pour Lai I-chung, directeur des Affaires chinoises du DPP, ce sondage met en lumière la volonté des Taiwanais de prendre leur avenir en main et leur absence de soutien à la politique de la Chine unique prônée par le continent.